



Étendre la couverture

Un DAB à New Delhi.

Adolfo Barajas, Martin Čihák et Ratna Sahay

Quand un nombre croissant de particuliers et d'entreprises ont accès aux services financiers, toute la société s'en porte mieux

DE NOMBREUX ménages et petits entrepreneurs, principalement dans les pays en développement et les pays émergents, jugent que leurs difficultés d'accès aux services financiers les empêchent d'épargner pour les mauvais jours, d'emprunter des capitaux pour développer leur entreprise ou d'acheter un logement, un réfrigérateur ou d'autres biens d'équipement. Leurs transactions financières, personnelles ou commerciales, peuvent être coûteuses, voire dangereuses, car elles sont presque toujours réglées en espèces. N'ayant guère de possibilités d'épargner ou de s'assurer, ils sont financièrement vulnérables en cas de maladie prolongée ou de catastrophe naturelle.

La vie d'une multitude de personnes, y compris d'un grand nombre de pauvres dans les pays avancés, pourrait être plus simple si elles avaient accès et recours à un système financier formel à la fois sûr et abordable et si, par exemple, elles n'avaient pas à solliciter leurs proches pour obtenir un financement urgent. De même, elles épargneraient davantage si elles pouvaient placer sur un compte rémunéré tout argent accumulé au lieu de le cacher chez elles et si elles apprenaient à évaluer et acheter les produits et services proposés par les banques, les assurances ou même les maisons de titres.

Autrement dit, tous ceux qui ont un accès limité voire inexistant aux services financiers s'en sortiraient mieux. Et toute la société en bénéficierait sans doute aussi. Les avantages procurés par ces services pourraient aider une population importante à sortir de la misère, réduiraient les inégalités et encourageraient l'entrepreneuriat et l'investissement. De plus, en offrant un accès au crédit aux personnes exclues des services financiers mais ayant des talents d'entrepreneur, la démocratisation de ces services pourrait doper la productivité et la croissance économique. Promouvoir l'inclusion financière, car c'est de cela qu'il s'agit, est désormais l'un des leitmotivs de nombreux ministères des finances et de nombreuses banques centrales, surtout dans les pays en développement et les pays émergents. Près de 60 pays ont défini des stratégies nationales dans ce domaine et se sont même fixé des objectifs quantitatifs.

Plusieurs facettes

La notion d'inclusion financière est pluridimensionnelle, mais l'aspect le plus important est l'accès aux services financiers, tels que les services de banque et d'assurance abordables, notamment pour les plus pauvres, et l'utilisation effective et responsable de ces services.

Les chercheurs et les gouvernants s'appuient essentiellement sur les indicateurs de trois publications mondiales pour évaluer l'accès aux services financiers et ses effets sur les individus, les entreprises et l'économie.

- **L'enquête sur l'accès aux systèmes financiers (*Financial Access Survey*)** est conduite par le FMI, avec des données collectées chaque année depuis 2004 par les banques centrales auprès des fournisseurs de services financiers de 189 pays. Elle montre une forte progression de l'inclusion financière. À l'échelle mondiale, le nombre de comptes bancaires pour 1.000 adultes est passé de 180 à 654 entre 2004 et 2014, et le nombre d'agences pour 100.000 adultes, de 11 à 16. Les disparités entre pays et régions sont considérables. Par exemple, en 2014, on recensait 1.081 comptes pour 1.000 adultes dans les pays à revenu élevé, contre 88 dans les pays à faible revenu. Dans les pays en développement et les pays émergents, le nombre d'agences bancaires pour 100.000 adultes allait de 978 en Europe et en Asie centrale à 158 en Afrique subsaharienne.

- Le **Global Findex**, publié tous les trois ans par la Banque mondiale, est élaboré à partir d'une enquête sur l'accès des particuliers aux services bancaires et leur utilisation. Ce travail a démarré en 2011 et bien que seulement deux enquêtes aient été réalisées jusqu'ici, la centaine d'indicateurs disponibles, ventilés par âge, sexe et niveau de revenu, permettent des analyses très détaillées. Deux milliards d'adultes, soit presque 40 % de la population mondiale adulte, n'étaient pas bancarisés en 2014, c'est-à-dire n'étaient clients d'aucun établissement financier formel. Le taux varie de moins de 10 % dans les pays riches à 86 % dans les pays à faible revenu. Il est possible d'accroître l'utilisation des services chez les personnes déjà clientes. Les trois quarts seulement des titulaires de comptes s'en servent pour épargner, effectuer au moins trois retraits par mois ou émettre ou recevoir des paiements électroniques. Il ressort aussi de l'enquête que, même si les femmes sont désormais plus nombreuses à accéder aux services financiers formels et les utilisent davantage, leur taux d'inclusion financière est inférieur d'environ sept points à celui des hommes.

- **L'enquête sur les entreprises** de la Banque mondiale concerne l'utilisation des services financiers par les entreprises depuis 2002. En 2014, 36 % des entreprises dans le monde jugeaient que leur accès insuffisant au crédit entravait sensiblement leur développement, contre 3 % dans les pays à revenu élevé et 42 % dans les pays à faible revenu. Dans les pays en développement et les pays émergents, 21 % des entreprises en Asie de l'Est et dans la région Pacifique se déclaraient freinées, contre 37 % en Afrique subsaharienne.

Effets de l'inclusion

On sait depuis un certain temps que l'inclusion financière est bénéfique aux particuliers et aux entreprises, c'est-à-dire à la microéconomie.

- Les pauvres bénéficient de services de paiement de base (ouverture de comptes chèque ou épargne, par exemple) et de services d'assurance. Les expériences sur le terrain montrent que l'accès à un compte d'épargne est associé à une augmentation de l'épargne, des revenus, de la consommation, de la productivité, de l'autonomisation des femmes, mais aussi de l'investissement dans les entreprises et dans la santé préventive.

- Un meilleur accès au crédit et à d'autres types de financements aide également les entreprises, en particulier les plus petites et les plus récentes, qui ont souvent des difficultés à se financer auprès des banques, parce que leur réputation n'est pas établie et que leurs antécédents ou leurs garanties sont insuffisants. Leur accès au crédit est synonyme d'innovation, de création d'emplois et de croissance économique. En revanche, s'agissant du microcrédit, l'une des formes de prêt sur lesquelles l'attention a largement convergé, le bilan est mitigé.

Les nouvelles sources de données permettent aujourd'hui de démontrer que l'inclusion financière rejaillit sur toute l'économie, c'est-à-dire au niveau macroéconomique. Quasiment aucun économiste n'en parlait jusqu'au début de la première décennie 2000, quand des problèmes provenant essentiellement des États-Unis et liés au développement des subprimes (proposés surtout aux clients pauvres et peu solvables, qui avaient été largement exclus du système) ont débouché sur la débâcle financière mondiale de 2008.

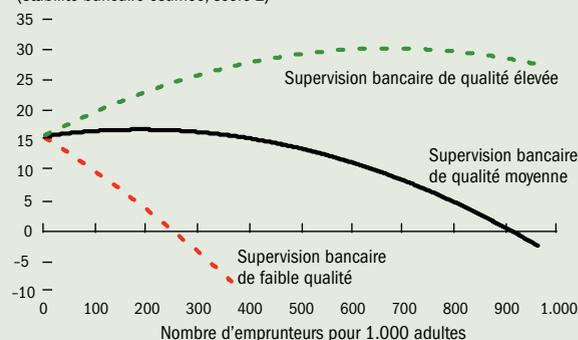
Sahay *et al.* (2015) se sont servis de données sur l'accès aux services financiers et sur leur utilisation dans plus de 100 pays pour illustrer les effets macroéconomiques de l'inclusion financière :

- Élargir l'accès des entreprises et des particuliers aux services financiers est très bon pour la croissance économique. Un pays avec un degré de financiarisation (montant total des fonds mobilisés par les établissements financiers) médian peut doper son taux annuel de croissance du PIB à long terme de 3 à 5 points en élargissant l'accès des particuliers aux DAB et l'accès des entreprises au crédit. En outre, les secteurs très dépendants de financements extérieurs pour leurs investissements prospèrent plus vite dans les pays où l'exclusion financière est moindre. Toutefois, les avantages marginaux pour la croissance diminuent quand l'inclusion financière et les circuits financiers se développent. Quand elle est très poussée, l'inclusion financière peut nuire à la croissance, par exemple en encourageant les établissements financiers à accorder des prêts de manière irresponsable, en sous-estimant les risques.

L'inclusion sans risque

Dans les pays où la supervision est rigoureuse, l'inclusion financière va de pair avec la stabilité financière. Là où la supervision est plus médiocre, une inclusion plus large peut entraîner une instabilité financière.

(stabilité bancaire estimée, score Z)



Note : Le score Z mesure la stabilité des institutions financières en comparant les volants de capitaux (fonds propres et bénéfiques) et le risque d'un choc négatif sur les bénéfiques. Plus la valeur est élevée, plus les établissements, et donc le système financier, sont stables. Le graphique couvre 64 pays en développement et pays émergents entre 1980 et 2014.

- Mais les risques pour la stabilité financière, qui peuvent retarder la croissance d'un pays de plusieurs années, augmentent quand l'élargissement de l'accès au crédit n'est pas soumis à un contrôle approprié. Dans les pays où ce contrôle est médiocre, l'arbitrage entre inclusion et stabilité est délicat : les fonds propres que les banques devraient conserver en cas de choc peuvent être entamés, principalement si la banque ne se rend pas compte à temps que le volume des prêts au remboursement tardif progresse. Dans les pays où la surveillance est stricte, inclusion et stabilité financières vont de pair; l'accès plus facile au crédit s'accompagne d'une augmentation du volant d'absorption des pertes (voir graphique). L'amélioration du remboursement des prêts peut aller à l'encontre de l'inclusion. Ainsi, en plafonnant le pourcentage de leur revenu que les emprunteurs peuvent consacrer au remboursement en vue de limiter les risques d'instabilité financière et économique liés aux fortes fluctuations des prix du logement, comme l'ont fait l'Australie, la RAS de Hong Kong et le Royaume-Uni, on restreint du même coup l'accès au crédit.

- Élargir l'accès aux services financiers autres que le crédit, par exemple par le biais de DAB, d'agences et de téléphones mobiles, n'est pas un facteur d'instabilité financière, et l'amélioration de l'accès aux services d'assurance non plus, même si l'on dispose d'assez peu d'études sur ce sujet.

- Augmenter le taux de bancarisation des femmes contribue à stimuler la croissance sans nuire à la stabilité financière, notamment en diversifiant la base de déposants.

Favoriser la culture financière

Des études récentes montrent que la culture financière des particuliers et des entreprises est un élément capital pour l'inclusion financière. Dans les pays avancés, où le taux de bancarisation est élevé, il faudrait que les clients potentiels apprennent à prendre des décisions financières avisées; dans les pays en développement et les pays émergents, la culture financière devrait être approfondie afin que les services financiers disponibles soient mieux connus et utilisés.

Améliorer la culture financière de la population devrait avoir des effets positifs sur la stabilité économique et financière. Aux Pays-Bas, un programme complet est consacré à la culture financière; y participent le gouvernement, le secteur privé, des groupes de défense des consommateurs et des établissements éducatifs. Des projets ont été lancés pour apprendre aux enfants à se servir de l'argent dès l'école primaire et sensibiliser les personnes âgées à la question des retraites. Au Pakistan, un programme appuyé par la banque centrale et le secteur privé initie le public aux concepts de base de la finance : budget, épargne, investissement, gestion de la dette, produits financiers, banque à distance, etc. En Inde et au Brésil, des projets réalisés en milieu scolaire se servent des réseaux familiaux et sociaux pour diffuser la culture financière au-delà du cercle des élèves.

En général, l'inclusion financière et la profondeur du système financier progressent de concert. Il existe une relation positive entre une variable de substitution de la profondeur (volume du crédit) et une mesure de l'inclusion financière (pourcentage d'entreprises ayant contracté un prêt). Toutefois, le lien avec la profondeur du système financier n'est qu'un aspect des choses. Dans des pays dotés de systèmes financiers comparables en termes de profondeur, l'inclusion financière peut être très différente. Par exemple,

en Mongolie, au Népal, en Slovaquie et en Ukraine, le crédit au secteur privé représente environ 60 % du PIB. Pourtant, la part des entreprises ayant contracté un prêt est différente : environ 65 % en Slovaquie, 50 % en Mongolie, 35 % au Népal et 18 % en Ukraine.

Il semble donc que d'autres facteurs entrent en jeu. Par exemple, Love et Martínez Pería (2012) ont constaté qu'une concurrence accrue dans le secteur bancaire stimulait l'accès au crédit, ce qui pourrait expliquer pourquoi la Slovaquie se caractérise par un accès au crédit plus large que celui en Mongolie (où la concurrence bancaire est inférieure de plus de moitié à celle mesurée en Slovaquie). Mais la concurrence n'explique pas à elle seule les écarts entre la Slovaquie et le Népal ou l'Ukraine. Selon Love et Martínez Pería, la qualité des informations financières disponibles sur les emprunteurs potentiels est également importante. De ces quatre pays, la Slovaquie est celui où l'information sur le crédit est la plus complète, avec une centrale des risques couvrant la totalité de la population adulte.

D'autres travaux montrent qu'un registre des garanties mobilières, des véhicules par exemple, qui sont souvent le seul type d'actif de bon nombre d'emprunteurs potentiels dans les pays en développement, élargit l'accès des entreprises au crédit.

La diffusion des technologies peut aussi améliorer l'inclusion. La banque mobile peut y contribuer : le client est en contact avec son établissement financier uniquement par téléphone. Seulement 2 % des adultes dans le monde y recourent, mais elle se développe rapidement en Afrique subsaharienne. Environ 20 % des adultes au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie se servent de leur portable pour obtenir des services financiers. Au Pérou, les autorités réfléchissent au moyen d'améliorer l'inclusion à l'aide de plateformes de paiement mobiles. Les comptes mobiles sont encore surtout utilisés pour effectuer des transactions et on ignore s'ils pourraient favoriser l'épargne, l'emprunt et l'assurance.

En principe, le meilleur moyen d'accroître l'inclusion est de remédier aux carences du marché et de l'État qui créent des exclus du système financier. Par exemple, quand les ouvertures de comptes coûtent trop cher en raison des formalités à effectuer, les pouvoirs publics peuvent prendre des mesures pour simplifier les démarches. Comme la stabilité financière peut être menacée par une augmentation générale du crédit bancaire ou par la fixation d'objectifs de croissance rapide du crédit, d'autres solutions devraient être envisagées pour aider les pauvres, par exemple des transferts directs et ciblés. Des mesures permettant une inclusion financière économiquement viable pour les banques et d'autres établissements, plutôt que des dispositifs dirigeant les prêts vers certains secteurs, sont plus susceptibles d'atteindre les objectifs macroéconomiques. ■

Adolfo Barajas est économiste principal à l'Institut du FMI pour le développement des capacités. Martin Čihák et Ratna Sahay sont respectivement conseiller et directrice adjointe du Département monétaire et des marchés de capitaux.

Bibliographie :

Love, Inessa, and María Soledad Martínez Pería. 2012. "How Bank Competition Affects Firms' Access to Finance." *Policy Research Working Paper 6163*, World Bank, Washington, DC.

Sahay, Ratna, and others. 2015. "Financial Inclusion: Can It Meet Multiple Macroeconomic Goals?" *IMF Staff Discussion Note 15/17*, International Monetary Fund, Washington, DC.